

## Chapitre I. La société de classes et l'État

### 1. *L'État, produit de contradictions de classes inconciliables*

Il arrive aujourd'hui à la doctrine de Marx ce qui est arrivé plus d'une fois dans l'histoire aux doctrines des penseurs révolutionnaires et des chefs des classes opprimées en lutte pour leur affranchissement. Du vivant des grands révolutionnaires, les classes d'opresseurs les récompensent par d'incessantes persécutions ; elles accueillent leur doctrine par la fureur la plus sauvage, par la haine la plus farouche, par les campagnes les plus forcenées de mensonges et de calomnies. Après leur mort, on essaie d'en faire des icônes inoffensives, de les canoniser pour ainsi dire, d'entourer leur *nom* d'une certaine auréole afin de « consoler » les classes opprimées et de les mystifier ; ce faisant, on vide leur doctrine révolutionnaire de son *contenu*, on l'avilit et on en émousse le tranchant révolutionnaire. C'est sur cette façon d'« accommoder » le marxisme que se rejoignent aujourd'hui la bourgeoisie et les opportunistes du mouvement ouvrier. On oublie, on refoule, on altère le côté révolutionnaire de la doctrine, son âme révolutionnaire. On met au premier plan, on exalte ce qui est ou paraît être acceptable pour la bourgeoisie. Tous

## *L'État et la révolution*

les sociaux-chauvins sont aujourd'hui « marxistes » – ne riez pas ! Et les savants bourgeois allemands, hier encore spécialisés dans l'extermination du marxisme, parlent de plus en plus souvent d'un Marx « national-allemand », qui aurait éduqué ces associations ouvrières si admirablement organisées pour la conduite d'une guerre de rapine !

Devant cette situation, devant cette diffusion inouïe des déformations du marxisme, notre tâche est tout d'abord de *rétablir* la doctrine de Marx sur l'État. Pour cela, il est nécessaire d'emprunter toute une série de longues citations aux œuvres mêmes de Marx et d'Engels. Sans doute ces longues citations alourdiront-elles l'exposé et ne contribueront-elles nullement à le rendre plus populaire. Mais il est absolument impossible de s'en dispenser. Tous les passages ou, du moins, tous les passages décisifs des œuvres de Marx et d'Engels sur l'État doivent absolument être reproduits aussi complètement que possible afin que le lecteur puisse lui-même se représenter l'ensemble des conceptions des fondateurs du socialisme scientifique et le développement de ces conceptions, et aussi pour que leur déformation par le « kautskisme » aujourd'hui prédominant soit démontrée, documents à l'appui, et mise en évidence.

Commençons par l'ouvrage le plus répandu de F. Engels : *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'État*, dont une sixième édition parut

à Stuttgart dès 1894. Il nous faudra traduire les citations d'après les originaux allemands, parce que les traductions russes, bien que très nombreuses, sont la plupart du temps ou incomplètes ou très défectueuses.

«L'État, dit Engels en tirant les conclusions de son analyse historique, n'est donc pas une puissance imposée du dehors à la société; il n'est pas d'avantage "la réalité de l'idée morale", "l'image et la réalité de la raison", comme le prétend Hegel. Il est bien plutôt un produit de la société à un stade déterminé de son développement; il est l'aveu que cette société s'empêtre dans une insoluble contradiction avec elle-même, s'étant scindée en oppositions inconciliables qu'elle est impuissante à conjurer. Mais pour que les antagonistes, les classes aux intérêts économiques opposés, ne se consomment pas, elles et la société, en une lutte stérile, le besoin s'impose d'un pouvoir qui, placé en apparence au-dessus de la société, doit estomper le conflit, le maintenir dans les limites de l'"ordre"; et ce pouvoir, né de la société, mais qui se place au-dessus d'elle et lui devient de plus en plus étranger, c'est l'État.» (p. 177-178 de la 6<sup>e</sup> éd. allemande.)

Ici se trouve exprimée en toute clarté l'idée fondamentale du marxisme sur le rôle historique et la signification de l'État. L'État est le produit et la manifestation de ce fait que les contradictions de classes sont *inconciliables*. L'État surgit là, au

## *L'État et la révolution*

moment et dans la mesure où, objectivement, les contradictions de classes *ne peuvent* être conciliées. Et inversement : l'existence de l'État prouve que les contradictions de classes sont inconciliables.

C'est précisément sur ce point essentiel et capital que commence la déformation du marxisme, déformation qui suit deux lignes principales.

D'une part, les idéologues bourgeois et surtout petits-bourgeois, obligés sous la pression de faits historiques incontestables de reconnaître que l'État n'existe que là où existent les contradictions de classes et la lutte des classes, « corrigent » Marx de telle sorte que l'État apparaît comme un organe de *conciliation* des classes. Selon Marx, l'État ne pourrait ni surgir, ni se maintenir, si la conciliation des classes était possible. Selon les professeurs et publicistes petits-bourgeois et philistins – qui se réfèrent abondamment et complaisamment à Marx ! – l'État a précisément pour rôle de concilier les classes. Selon Marx, l'État est un organisme de *domination* de classe, un organisme d'*oppression* d'une classe par une autre ; c'est la création d'un « ordre » qui légalise et affermit cette oppression en modérant le conflit de classes. Selon l'opinion des politiciens petits-bourgeois, l'ordre est précisément la conciliation des classes, et non l'oppression d'une classe par une autre ; modérer le conflit, c'est concilier, et non retirer certains moyens et procédés de combat aux classes opprimées en lutte pour le renversement des oppresseurs.

Ainsi, dans la révolution de 1917<sup>9</sup>, quand le problème de la signification et du rôle de l'État se posa dans toute son ampleur, pratiquement, comme un problème d'action immédiate et, qui plus est, d'action de masse, socialistes-révolutionnaires et mencheviques versèrent tous, d'emblée et sans réserve, dans la théorie petite-bourgeoise de la « conciliation » des classes par l'« État ». D'innombrables résolutions et articles d'hommes politiques de ces deux partis sont tout imprégnés de cette théorie petite-bourgeoise et philistine de la « conciliation ». Que l'État soit l'organisme de domination d'une classe déterminée, qui *ne peut pas* être conciliée avec son antipode (avec la classe qui lui est opposée), c'est ce que la démocratie petite-bourgeoise ne peut jamais comprendre. L'attitude que nos socialistes-révolutionnaires et nos mencheviques observent envers l'État est une des preuves les plus évidentes qu'ils ne sont pas du tout des socialistes (ce que nous, bolcheviques, avons toujours démontré), mais des démocrates petits-bourgeois à phraséologie pseudo-socialiste.

D'autre part, il y a la déformation « kautskiste » du marxisme, qui est beaucoup plus subtile. « Théoriquement », on ne conteste ni que l'État soit un organisme de domination de classe, ni que les contradictions de classes soient inconciliables. Mais on perd de vue ou l'on estompe le fait suivant : si l'État est né du fait que les contradictions

## *L'État et la révolution*

de classes sont inconciliables, s'il est un pouvoir placé *au-dessus* de la société et qui « lui devient *de plus en plus étranger* », il est clair que l'affranchissement de la classe opprimée est impossible, non seulement sans une révolution violente, *mais aussi sans la suppression* de l'appareil du pouvoir d'État qui a été créé par la classe dominante et dans lequel est matérialisé ce caractère « étranger ». Cette conclusion, théoriquement claire par elle-même, Marx l'a tirée avec une parfaite précision, comme nous le verrons plus loin, de l'analyse historique concrète des tâches de la révolution. Et c'est précisément cette conclusion que Kautsky – nous le montrerons en détail dans la suite de notre exposé – a... « oubliée » et dénaturée.

### *2. Détachements spéciaux d'hommes armés, prisons, etc.*

« Par rapport à l'ancienne organisation gentilice [tribale ou lignagère], poursuit Engels, l'État se caractérise en premier lieu par la répartition de ses ressortissants *d'après le territoire*. »

Cette répartition nous paraît « naturelle », mais elle a nécessité une lutte de longue haleine contre l'ancienne organisation par tribus ou par clans.

« En second lieu vient l'institution d'un pouvoir public qui ne coïncide plus directement avec la population s'organisant elle-même en force armée. Ce pouvoir public particulier est nécessaire, parce

qu'une organisation armée autonome de la population est devenue impossible depuis la division de la société en classes. Ce pouvoir public existe dans chaque État; il ne se compose pas seulement d'hommes armés, mais aussi de leurs prolongements matériels que sont les prisons et établissements pénitentiaires de toutes sortes, qu'ignorait la société lignagère. »

Engels développe la notion de cette puissance qui s'appelle l'État, puissance issue de la société, mais se plaçant au-dessus d'elle et lui devenant de plus en plus étrangère. Cette puissance, en quoi consiste-t-elle principalement? En des détachements spéciaux d'hommes armés, disposant de prisons, etc.

Nous avons le droit de parler de détachements spéciaux d'hommes armés, parce que la puissance publique propre à tout État « ne coïncide plus directement » avec la population en armes, avec son « organisation armée autonome ».

Comme tous les grands penseurs révolutionnaires, Engels a soin d'attirer l'attention des ouvriers conscients précisément sur ce qui apparaît au philistinisme<sup>10</sup> dominant comme la chose la moins digne de retenir l'attention, la plus coutumière et consacrée par des préjugés non seulement tenaces, mais, pourrait-on dire, pétrifiés. Troupe permanente et police sont en substance les principaux instruments de la puissance de l'État; mais comment pourrait-il en être autrement?

## *L'État et la révolution*

Pour l'immense majorité des Européens de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, auxquels s'adressait Engels et qui n'avaient ni vécu ni observé de près une seule grande révolution, il ne pouvait en être autrement. Ils ne comprenaient pas du tout ce qu'est l'« organisation armée autonome de la population ». À la question de savoir pourquoi est apparue la nécessité de détachements spéciaux d'hommes armés (police, armée permanente), placés au-dessus de la société et lui devenant étrangers, les philistins des pays d'Europe occidentale et de Russie sont enclins à répondre par deux trois phrases empruntées à Spencer ou à Mikhaïlovski, en référence à la complication croissante de la vie sociale, la différenciation des fonctions, etc.

Ce rappel a une apparence « scientifique » ; il endort admirablement le vulgaire en estompant le principal, l'essentiel : la division de la société en classes irrémédiablement hostiles.

Sans cette division, l'« organisation armée autonome de la population » se distinguerait, par sa complexité, le niveau élevé de sa technique, etc., de l'organisation primitive d'une troupe de singes s'armant de bâtons ou de celle d'hommes primitifs ou associés en clans, mais elle serait possible.

Elle est impossible parce que la société civilisée est scindée en classes hostiles et, qui plus est, irrémédiablement hostiles, dont l'armement « autonome » entraînerait une lutte armée entre elles. L'État se forme ; il se crée une force spéciale,



des détachements spéciaux d'hommes armés, et chaque révolution, en détruisant l'appareil d'État, nous révèle la lutte des classes dans toute sa cruauté, révèle à nos yeux la façon dont la classe dominante s'efforce de reconstituer des détachements spéciaux d'hommes armés pour la servir *elle*, et comment la classe opprimée s'efforce de créer une nouvelle organisation de ce genre, capable de servir non les exploités, mais les exploités.

Dans le passage cité, Engels pose théoriquement le problème que toute grande révolution nous pose pratiquement, concrètement et à l'échelle de l'action de masse, à savoir : le problème des rapports entre les détachements « spéciaux » d'hommes armés et l'« organisation armée autonome de la population ». Nous verrons comment ce problème est illustré concrètement par l'expérience des révolutions européennes et russes.

Mais revenons à l'exposé d'Engels.

Il montre que parfois, dans certaines régions de l'Amérique du Nord par exemple, cette puissance publique est faible (il s'agit – exception bien rare dans la société capitaliste – de ces régions de l'Amérique du Nord où, dans la période préimpérialiste, prédominait le colon libre), mais que, d'une façon générale, elle se renforce :

« La puissance publique se renforce à mesure que les contradictions de classes s'accroissent à l'intérieur de l'État et que les États limitrophes deviennent plus grands et plus peuplés ;

## *L'État et la révolution*

considérons donc notre Europe actuelle, où la lutte des classes et la rivalité de conquêtes ont fait croître à tel point la force publique qu'elle menace de dévorer la société entière, et même l'État. »

Ces lignes furent écrites, au plus tard, au début des années 1890. La dernière préface d'Engels est datée du 16 juin 1891. À cette époque, le tournant opéré vers l'impérialisme – domination absolue des trusts, toute-puissance des grosses banques, grande politique coloniale, etc. – ne faisait que s'amorcer en France ; il s'annonçait à peine en Amérique du Nord et en Allemagne. Depuis, la « rivalité de conquêtes » a fait un pas de géant, d'autant plus que peu après 1910 le globe s'est trouvé définitivement partagé entre ces « conquérants rivaux », c'est-à-dire entre les grandes puissances spoliatrices. Les armements militaires et navals se sont depuis lors démesurément accrus, et pendant la guerre de rapine de 1914-1917 pour la domination de l'Angleterre ou de l'Allemagne sur le monde, pour le partage du butin, un pouvoir d'État rapace a « dévoré » toutes les forces de la société à tel point qu'on se trouve au seuil d'une catastrophe totale.

Engels a su montrer dès 1891 que la « rivalité de conquêtes » était un des principaux traits distinctifs de la politique extérieure des grandes puissances, tandis qu'en 1914-1917, à un moment où cette même rivalité, énormément aggravée, a engendré la guerre impérialiste, les gredins du

social-chauvinisme camouflent la défense des intérêts spoliateurs de « leur » bourgeoisie par des phrases sur la « défense de la patrie », « la défense de la république et de la révolution », etc. !

*3. L'État, instrument pour l'exploitation de la classe opprimée*

Pour entretenir une puissance publique spéciale, placée au-dessus de la société, il faut des impôts et des emprunts d'État.

« Disposant de la force publique et du droit de faire rentrer les impôts, écrit Engels, les fonctionnaires, comme organes de la société, sont placés *au-dessus* de la société. La libre estime qu'on témoignait de plein gré aux organes de l'organisation lignagère ne leur suffit point, même en supposant qu'ils pourraient la mériter[...] » Des lois d'exception ont été décrétées proclamant la sainteté et l'inviolabilité des fonctionnaires. « Le plus vil agent de police a plus d'"autorité" que le représentant du clan, mais même les chefs militaires d'un État civilisé peuvent envier au représentant d'un clan l'estime dont il jouissait dans la société, car elle n'était pas "obtenue à coups de bâtons". »

Le problème de la position privilégiée des fonctionnaires en tant qu'organes du pouvoir d'État est ici posé. La question fondamentale qui est posée est : qu'est-ce qui les place *au-dessus* de la

## *L'État et la révolution*

société? Nous verrons comment cette question de théorie fut résolue dans la pratique par la Commune de Paris en 1871, et estompée dans un esprit réactionnaire par Kautsky en 1912.

« Comme l'État est né du besoin de réfréner des oppositions de classes, et comme il est né au milieu du conflit de ces classes, il est, dans la règle, l'État de la classe la plus puissante, de celle qui domine au point de vue économique et qui, grâce à lui, devient aussi classe politiquement dominante et acquiert ainsi de nouveaux moyens pour mater et exploiter la classe opprimée. » Non seulement l'État antique et l'État féodal furent les organes de l'exploitation des esclaves et des serfs, mais « l'État représentatif moderne est l'instrument de l'exploitation du travail salarié par le Capital. Exceptionnellement, il se présente pourtant des périodes où les classes en lutte sont si près de s'équilibrer que le pouvoir de l'État garde pour un temps une certaine indépendance vis-à-vis de l'une et de l'autre et semble agir comme un médiateur entre elles. » Tels furent la monarchie absolue des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, le bonapartisme du premier et du second Empire en France, le régime de Bismarck en Allemagne.

Tel, ajouterons-nous, le gouvernement Kerenski dans la Russie républicaine, après qu'il a commencé à persécuter le prolétariat révolutionnaire, à un moment où les soviets, du fait qu'ils sont dirigés par des démocrates petits-bourgeois, sont

déjà impuissants, tandis que la bourgeoisie n'est pas encore assez forte pour les dissoudre purement et simplement.

Dans la république démocratique, poursuit Engels, « la richesse exerce son pouvoir d'une façon indirecte, mais d'autant plus sûre », à savoir : premièrement, par la « corruption directe des fonctionnaires » (Amérique); deuxièmement, par l'« alliance entre le gouvernement et la Bourse » (France et Amérique).

Aujourd'hui, dans les républiques démocratiques quelles qu'elles soient, l'impérialisme et la domination des banques ont « développé », jusqu'à en faire un art peu commun, ces deux moyens de défendre et de mettre en œuvre la toute-puissance de la richesse. Si, par exemple, dès les premiers mois de la république démocratique de Russie, pendant la lune de miel, pourrait-on dire, du mariage des « socialistes » – socialistes-révolutionnaires et mencheviques – avec la bourgeoisie au sein du gouvernement de coalition, M. Paltchinski a saboté toutes les mesures visant à juguler les capitalistes et à réfréner leurs exactions, leur mise au pillage du Trésor par le biais des fournitures militaires; et si ensuite M. Paltchinski, sorti du ministère (et remplacé naturellement par un autre Paltchinski, tout pareil), est « gratifié » par les capitalistes d'une sinécure comportant un traitement de 120 000 roubles par an, qu'est-ce donc que cela? De la corruption directe ou indirecte?

## *L'État et la révolution*

Une alliance du gouvernement avec les syndicats capitalistes, ou « simplement » des relations amicales ? Quel rôle jouent les Tchernov et les Tsérétéli, les Avksentiev et les Skobélev ? Sont-ils les alliés « directs » ou seulement indirects des millionnaires dilapidateurs des deniers publics<sup>11</sup> ?

La toute-puissance de la « richesse » est *plus sûre* en république démocratique, parce qu'elle ne dépend pas de défauts marginaux de la mécanique politique ou d'un mauvais emballage politique du capitalisme. La république démocratique est la meilleure présentation politique possible du capitalisme ; aussi bien le capital, après s'en être emparé (par l'entremise des Paltchinski, Tchernov, Tsérétéli et C<sup>ie</sup>), assoit son pouvoir si solidement, si sûrement, que celui-ci ne peut être ébranlé par *aucun* changement de personnes, d'institutions ou de partis dans la république démocratique bourgeoise.

Il faut noter encore qu'Engels est tout à fait catégorique lorsqu'il qualifie le suffrage universel d'instrument de domination de la bourgeoisie. Le suffrage universel, dit-il, tenant manifestement compte de la longue expérience de la social-démocratie allemande, est :

« [...] l'indice qui permet de mesurer la maturité de la classe ouvrière. Il ne peut donner et ne donnera jamais rien de plus dans l'État actuel. »

Les démocrates petits-bourgeois tels que nos socialistes-révolutionnaires et nos mencheviques,

de même que leurs frères jumeaux, tous les sociaux-chauvins et opportunistes de l'Europe occidentale, attendent précisément quelque chose « de plus » du suffrage universel. Ils partagent eux-mêmes et inculquent au peuple cette idée fausse que le suffrage universel, « dans l'État *actuel* », est capable de traduire réellement la volonté de la majorité des travailleurs et d'en assurer l'accomplissement.

Nous ne pouvons ici que relever cette idée fausse, en indiquant simplement que la déclaration absolument claire, précise et concrète d'Engels est altérée à chaque instant dans la propagande et l'agitation des partis socialistes « officiels » (c'est-à-dire opportunistes). La suite de notre exposé des vues de Marx et d'Engels sur l'État « *actuel* » explique en détail toute la fausseté de la conception que réfute ici Engels.

Voici en quels termes celui-ci donne, dans son ouvrage le plus populaire, le résumé d'ensemble de ses conceptions :

« L'État n'existe donc pas de toute éternité. Il y a eu des sociétés qui se sont tirées d'affaire sans lui, qui n'avaient aucune idée de l'État et du pouvoir d'État. À un certain stade du développement économique, qui était nécessairement lié à la division de la société en classes, cette division fit de l'État une nécessité. Nous nous rapprochons maintenant à pas rapides d'un stade de développement de la production dans lequel l'existence de ces classes a non seulement cessé d'être une nécessité, mais

## *L'État et la révolution*

devient un obstacle direct à la production. Ces classes disparaîtront aussi inévitablement qu'elles sont apparues autrefois. L'État disparaîtra inévitablement avec la disparition des classes. La société, qui organisera d'une manière nouvelle la production sur la base d'une association libre et égalitaire des producteurs, reléguera toute la machine de l'État là où sera dorénavant sa véritable place : au musée des Antiquités, à côté du rouet et de la hache de bronze. »

On ne rencontre pas souvent cette citation dans la littérature de propagande et d'agitation de la social-démocratie contemporaine. Mais, même lorsqu'elle se rencontre, on la reproduit le plus souvent comme si l'on voulait s'incliner devant une icône, c'est-à-dire rendre officiellement hommage à Engels, sans le moindre effort de réflexion sur l'étendue et la profondeur de la révolution qu'implique cette « relégation de toute la machine de l'État au musée des Antiquités ». La plupart du temps, il ne semble même pas que l'on comprenne ce qu'Engels veut dire par machine de l'État.

### *4. « Dépérissement » de l'État et révolution violente*

Les formules d'Engels sur le « dépérissement de l'État » jouissent d'une si large notoriété, elles sont si fréquemment citées, elles mettent si bien en relief ce qui fait le sel de la falsification habituelle du marxisme sous le couvert de